



Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 9–13 novembre 2015

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 8 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2015/8-B/5

14 octobre 2015
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – OUGANDA 200852

Assistance alimentaire en faveur des ménages vulnérables

Nombre de bénéficiaires	848 600 (total sur les trois ans)
Durée du projet	3 ans (1 ^{er} janvier 2016–31 décembre 2018)
Marqueur de l'égalité hommes-femmes*	2A
Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM	240 828 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Produits alimentaires et coûts connexes	163 164 013
Transferts de type monétaire et coûts connexes	34 593 868
Développement et augmentation des capacités	14 464 338
Coût total pour le PAM	257 134 374

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM
(<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les coordonnateurs mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Mme V. Guarnieri
Directrice régionale
Afrique orientale et centrale
Courriel: valerie.guarnieri@wfp.org

M. M. Dunford
Directeur de pays
Courriel: michael.dunford@wfp.org

RÉSUMÉ

L'intervention prolongée de secours et de redressement 200852 se concentrera sur: i) les réfugiés; et ii) les populations vivant dans une grande insécurité alimentaire dans le Karamoja, au nord-est du pays. L'Ouganda accueille 430 000 réfugiés, soit la troisième population de réfugiés la plus importante d'Afrique, dont la plupart ont constamment besoin d'une assistance alimentaire et nutritionnelle.

Dans le Karamoja, la pauvreté, l'insécurité alimentaire et le faible indice de développement humain persistent, mais l'amélioration de la sécurité et des programmes ciblés du Gouvernement offrent au PAM une occasion d'améliorer la résilience des communautés locales et les mesures qu'elles prennent pour faire face aux chocs et aux perturbations de nature saisonnière. Dans cette région, une assistance alimentaire et nutritionnelle saisonnière est nécessaire.

Au sein des deux populations ciblées, la pauvreté, l'insécurité alimentaire et les difficultés chroniques touchent de manière disproportionnée les femmes et les ménages dirigés par une femme. La majorité des réfugiés et des demandeurs d'asile qui arrivent dans la région sont des femmes et des enfants.

Cette intervention s'attaquera à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition et aidera le Gouvernement à mieux se préparer aux situations d'urgence au moyen d'activités de développement des capacités qui contribueront à la réalisation des Objectifs stratégiques 1, 2 et 3 ainsi qu'à deux des résultats énoncés dans le projet de plan stratégique de pays: i) les réfugiés et les Karamajong vulnérables disposent de nourriture afin de subvenir à leurs besoins immédiats et de devenir plus autonomes (Objectifs stratégiques 1 et 2); et ii) le Gouvernement et les communautés vulnérables du Karamoja disposent de systèmes fiables servant de filets de sécurité qui augmentent leur résilience en cas de chocs et leur niveau de développement humain (Objectif stratégique 3).

Cette intervention regroupe les distributions antérieures non assorties de conditions en faveur des ménages extrêmement vulnérables du Karamoja exécutées dans le cadre de l'intervention prolongée de secours et de redressement 200429 et les activités transitoires d'amélioration de la résilience qui ont débuté dans le cadre du programme de pays précédent. Cette assistance ciblée saisonnière complète l'appui fourni par le PAM aux services d'éducation et de santé que fournit le Gouvernement dans le Karamoja dans le cadre du programme de pays 200742 (2016-2020). Une nouvelle stratégie commune en faveur de la résilience dans le Karamoja est

actuellement mise au point par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le PAM.

La conception et l'exécution de l'assistance du PAM s'inscrivent dans le cadre du Plan en faveur de la paix, du redressement et du développement 2015–2020 dans le nord de l'Ouganda mis en œuvre par le Gouvernement, de sa Loi sur les réfugiés de 2006, du Plan de développement national 2015/16–2019/20 et de la planification de solutions durables que privilégie le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. À l'issue de diagnostics et d'évaluations réalisés en commun, le PAM, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Gouvernement ougandais ont défini une stratégie de retrait.

PROJET DE DÉCISION*

Le Conseil approuve l'intervention prolongée de secours et de redressement Ouganda 200852 "Assistance alimentaire en faveur des ménages vulnérables" (WFP/EB.2/2015/8-B/5), qui est proposée.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION

Réfugiés

1. En raison de sa politique progressiste en faveur des réfugiés et de sa stabilité politique, l'Ouganda est un refuge de choix pour les réfugiés et les demandeurs d'asile de la région: il accueille à l'heure actuelle 430 000 réfugiés, ce qui en fait le troisième pays d'Afrique en matière d'accueil de réfugiés. Quatre-vingt-dix pour cent d'entre eux proviennent de République démocratique du Congo et du Soudan du Sud, mais le nombre de ceux provenant du Rwanda et de Somalie ainsi que, de plus en plus, du Burundi, est important.
2. Les réfugiés vivent en ville et dans neuf zones d'installation en milieu rural des régions du sud-ouest et du Nil occidental. Ils reçoivent une parcelle de terre qui leur offre une possibilité de subsistance dont ils ont tant besoin mais, en raison des conditions environnementales et climatiques, la production agricole est irrégulière et limitée. Le travail salarié dans l'agriculture est une source secondaire de revenus pour les réfugiés.

Karamoja

3. Le Karamoja est la région la plus pauvre de l'Ouganda: 75 pour cent de la population et 87 pour cent des jeunes y vivent dans la pauvreté. En raison de l'insécurité et du conflit qui ont récemment prévalu dans la région, de nombreuses communautés se retrouvent socialement et culturellement marginalisées et sont depuis longtemps tributaires de l'aide extérieure. Dans la mesure où la région est isolée, l'accès à l'éducation et à la santé est limité et les marchés sont sous-développés.
4. La production agricole repose presque entièrement sur des cultures pluviales. Des précipitations de moins en moins prévisibles et des épisodes de sécheresse d'une durée et d'une fréquence croissantes ne permettent pas aux populations de se nourrir toute l'année. Cette vulnérabilité est encore aggravée par le manque d'infrastructures, la forte prévalence des ravageurs et des maladies des cultures et des animaux et par un réseau d'adduction d'eau et d'assainissement insuffisamment développé.
5. Certaines tendances positives se font néanmoins jour. Le recul du conflit et l'amélioration de la sécurité ces dernières années ont permis au Gouvernement et aux organismes humanitaires de lancer des programmes. À l'échelle des districts, les prestations de services et le recours à ces derniers s'améliorent¹, notamment dans le domaine de la santé, et l'assistance extérieure, notamment celle du PAM, offre des services et des possibilités d'existence supplémentaires.

Vulnérabilité

6. En milieu rural, 90 pour cent des femmes travaillent dans l'agriculture, contre 53 pour cent des hommes. Les femmes pâtissent donc de façon disproportionnée de l'évolution des moyens d'existence, du conflit, des catastrophes naturelles et du changement climatique. Un tiers des ménages du Karamoja sont dirigés par une femme – dans certaines communautés de réfugiés, ce chiffre atteint 70 pour cent – proportion considérable étant donné que ces familles sont davantage exposées à l'insécurité alimentaire et à la vulnérabilité, notamment au regard d'indicateurs tels que l'accès à la terre, le nombre de personnes contribuant au

¹ Tashobya, C. 2014. *Health Systems Reform in Uganda: Processes and Outputs*. Kampala, Institut de santé publique, Université de Makerere.

revenu du ménage, le niveau d'études du chef de famille et le nombre de têtes de bétail leur appartenant.

7. Les personnes de moins de 24 ans, qui représentent 60 pour cent de la population du Karamoja, sont un moteur important du développement régional. Mais c'est dans cette région que les taux d'instruction et d'emploi des jeunes sont les plus faibles du pays. De nombreuses jeunes femmes se sentent privées de toute autonomie et, pour celles qui abandonnent l'école, les taux de chômage ainsi que de grossesse et de mariage précoces sont supérieurs aux moyennes nationales. L'action menée par le Gouvernement pour mettre un terme aux vols de bétail et l'abandon du pastoralisme au profit d'une existence sédentaire ont fait évoluer les modes de vie, notamment des jeunes hommes qui considèrent qu'ils n'ont plus de place au sein de la société.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITION

Réfugiés

8. Selon une évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition réalisée en décembre 2014 par le PAM et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) dans le Karamoja, le score de consommation alimentaire était "acceptable" pour 72 pour cent des ménages ruraux, niveau en partie attribuable à l'assistance alimentaire reçue. Pour les ménages dirigés par une femme, ce score était inférieur à celui des ménages dirigés par un homme, en raison notamment de leur situation en matière d'accès à la terre, au crédit et à l'éducation.
9. Les taux de prévalence de la malnutrition aiguë globale dans les zones d'installation de réfugiés se sont améliorés depuis 2013 et ne sont plus critiques, mais ceux qui concernent l'anémie et les retards de croissance sont supérieurs au seuil critique de 40 pour cent dans la quasi-totalité de ces zones. Chez les mères âgées de 15 à 49 ans, le taux de prévalence de l'anémie est de 33 pour cent et pour 74 pour cent des enfants, la diversité du régime alimentaire est faible ou inacceptable.

Karamoja

10. Dans le Karamoja, l'insécurité alimentaire ne date pas d'hier. Au cours des cinq dernières années, la partie centrale de la région a le plus souffert d'une insécurité alimentaire grave et chronique. En juin 2014, les deux tiers des ménages du Karamoja vivaient dans l'insécurité alimentaire.
11. Les taux de dénutrition sont élevés, la malnutrition aiguë globale ayant dépassé le seuil d'alerte de 10 pour cent dans tous les districts du Karamoja, sauf un, au cours des cinq dernières années. Les taux de 37 pour cent relevés pour les enfants en ce qui concerne les retards de croissance, et de 40 pour cent pour les mères et 57 pour cent pour les enfants en ce qui concerne l'anémie sont critiques. L'insuffisance pondérale et le manque d'instruction des mères sont associés à tous les indicateurs de malnutrition.

POLITIQUES, CAPACITÉS ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET DES AUTRES ACTEURS IMPORTANTS

Gouvernement

⇒ Réfugiés

12. L'intervention en faveur des réfugiés est pilotée par le Cabinet du Premier Ministre et par le Département des réfugiés, et la protection des réfugiés est prescrite par la Constitution. Le deuxième plan national de développement mis en œuvre par le Gouvernement invite le Cabinet du Premier Ministre à élaborer un projet pour aider les réfugiés à s'installer et à devenir autosuffisants, ainsi qu'à promouvoir le développement social dans les zones accueillant des réfugiés. Il exige que 30 pour cent des budgets des interventions en faveur de réfugiés servent à subvenir aux besoins des communautés d'accueil.

⇒ Karamoja

13. Le Gouvernement a lancé en 2009 son Plan en faveur de la paix, du redressement et du développement dans le nord de l'Ouganda. La première phase s'est attaquée aux inégalités existant entre le Nord et les autres régions et a privilégié le processus de relèvement à l'issue du conflit; la deuxième phase (2015/16–2019/20) met l'accent sur la participation des communautés à la planification et à la fourniture des services et constitue le cadre principal des investissements futurs du Gouvernement et des donateurs dans les régions du nord.

⇒ Préparation aux situations d'urgence

14. Le Cabinet du Premier Ministre dirige l'action gouvernementale de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise et gère déjà des situations d'urgence de petite envergure, notamment des inondations, des glissements de terrain et des incendies. Le Gouvernement s'est engagé à renforcer sa préparation aux situations d'urgence et ses interventions et le cadre institutionnel de gestion des risques de catastrophe, qui englobe le Centre national de coordination des interventions d'urgence, et à augmenter les ressources et les moyens d'intervention en recourant aux comités de gestion des catastrophes des districts.

Autres acteurs importants

15. L'équipe de pays des Nations Unies définit les priorités de l'assistance coordonnée en faveur des réfugiés par le biais du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (2016-2020). Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a conçu une approche de l'appui aux réfugiés et aux populations hôtes qui donne la priorité aux moyens d'existence durables et à des services plus performants en les intégrant aux dispositifs des collectivités locales.

16. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'UNICEF et le PAM, qui fournissent 90 pour cent de l'assistance des Nations Unies au Karamoja, élaborent actuellement une stratégie conjointe en faveur de la résilience qui mettra sur les compétences principales de chaque organisme dans le cadre d'une approche commune.

OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE DU PAM

17. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200852 contribue à l'obtention de deux des résultats stratégiques énoncés dans le projet de plan stratégique de pays²:
- les réfugiés et les Karamajong vulnérables disposent de nourriture afin de subvenir à leurs besoins immédiats et de pouvoir participer à des programmes leur permettant de devenir plus autonomes (Objectifs stratégiques 1 et 2, objectif de développement durable 2);
 - le Gouvernement et les communautés vulnérables du Karamoja disposent de systèmes fiables servant de filets de sécurité qui augmentent leur résilience en cas de chocs et leur niveau de développement humain (Objectif stratégique 3 et objectif de développement durable 2).
18. La présente intervention regroupe les distributions antérieures non assorties de conditions en faveur des ménages extrêmement vulnérables effectuées dans le cadre de l'IPSR 200429 et les activités transitoires d'amélioration de la résilience qui ont débuté dans le cadre du programme de pays précédent, en complément de l'appui fourni par le PAM aux services d'éducation et de santé administrés par le Gouvernement dans le Karamoja dans le cadre du programme de pays 200742 (2016–2020).

STRATÉGIE D'INTERVENTION DU PAM

Nature et efficacité de l'assistance apportée à ce jour en rapport avec la sécurité alimentaire

19. L'évaluation du portefeuille d'activités dans le pays réalisée en 2014 recommandait que le PAM poursuive ses opérations et leur hiérarchisation, avec quelques ajustements au niveau des activités. Elle constatait que l'assistance alimentaire du PAM pour la création d'actifs (activités 3A) était adaptée, notamment à titre de dispositif de sécurité à court terme, et précisait que les interventions 3A futures devraient tenir compte des capacités des communautés et des interventions des autres partenaires, et veiller à ce que les activités productives correspondent aux priorités saisonnières
20. D'après les constatations d'une évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition réalisée par le PAM, le HCR et l'UNICEF dans les zones d'installation de réfugiés, la malnutrition aiguë globale avait reculé, passant de "critique" (plus de 15 pour cent) en janvier 2014 à "normale" (moins de 5 pour cent) en décembre dans les zones d'installation de réfugiés du Nil occidental. Chez les femmes enceintes et les mères allaitantes, la prévalence de l'insuffisance pondérale est tombée de 56 pour cent en février à 24 pour cent en décembre. Le progrès était attribuable dans une large mesure aux interventions d'assistance alimentaire et complémentaire distribuée en temps opportun par les partenaires.

Stratégie

21. Les plans élaborés par le Gouvernement pour le Karamoja soulignent qu'il est nécessaire de passer des secours d'urgence à des investissements à long terme s'attaquant aux causes de la pauvreté et de la vulnérabilité. La stratégie commune de la FAO, de l'UNICEF et du

² Qui devrait être prêt d'ici à la fin de 2015.

PAM concernant la résilience va dans le même sens, en mettant l'accent sur la mise en place de filets de sécurité fondés sur une assistance alimentaire conditionnelle contribuant directement à la nutrition, à la santé, à l'éducation et à la production. L'IPSR 200852 et le programme de pays 200742 complètent cette action de renforcement de la résilience en soutenant la mise en place de filets de sécurité prévisibles, les activités préventives dans le domaine de la nutrition et le développement des capacités des pouvoirs publics pour qu'ils soient à même de fournir des services de nutrition, de santé et d'éducation dans la région.

22. S'agissant des réfugiés, une assistance alimentaire sans condition et un appui nutritionnel renforcé demeurent nécessaires à court et moyen terme. Le PAM collabore avec le HCR et le Cabinet du Premier Ministre dans le but de rendre les réfugiés plus autonomes en appuyant des activités agricoles de subsistance.

⇒ *Composante 1: Répondre aux besoins des réfugiés et leur fournir des moyens d'existence*

23. Le PAM fournira une assistance alimentaire générale à 373 000 réfugiés par an. L'IPSR 200852 introduit un programme intégré de santé et de nutrition maternelles et infantiles (SNMI) pour lutter contre les retards de croissance et les carences en micronutriments chez les enfants de 6 à 23 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes. Un programme de supplémentation alimentaire ciblée s'adressera aux 23 000 réfugiés par an qui, estime-t-on, souffrent de malnutrition aiguë modérée.
24. Comme il est probable que de nouveaux réfugiés arrivent au cours de la période d'exécution de l'IPSR 200852, le bureau de pays devra maintenir son niveau d'assistance actuel. Une approche consistant à adapter l'assistance alimentaire pour tenir compte des nouvelles arrivées devrait permettre de stabiliser l'appui fourni par le PAM au niveau correspondant au nombre de bénéficiaires prévu.
25. Le PAM, le HCR et le Cabinet du Premier Ministre vont mettre à l'essai et, ultérieurement, en service, un système de contrôle biométrique permanent pour les distributions de vivres et d'argent liquide. En fonction des résultats positifs, notamment de l'amélioration de la diversité du régime alimentaire, de la prise de décisions équitables au sein des ménages, des réactions positives des marchés et du maintien de la demande des réfugiés, le PAM développera l'assistance de type monétaire, qui passera à 32 pour cent des bénéficiaires, et reverra avec le Gouvernement et le HCR les critères d'admissibilité concernant cette modalité.
26. En partenariat avec le Cabinet du Premier Ministre et le HCR, le PAM élabore un projet relatif à des activités agricoles de subsistance dans les zones d'installation de réfugiés de Rwamwanja et de Kyangwali, en faveur de 3 500 ménages, dont 30 pour cent appartiendront à la communauté d'accueil et 70 pour cent à la population de réfugiés bénéficiant d'une assistance. Conformément à la politique gouvernementale, cette approche favorise le développement économique des ressortissants nationaux et l'interaction économique entre les populations de réfugiés et celles qui les accueillent, préservant ainsi l'espace d'asile et favorisant la coexistence pacifique. Le ciblage et l'exécution recourront aux organisations agricoles des réfugiés, en priorité à celles qui répondent aux besoins des ménages dirigés par une femme et dont les structures de gouvernance sont de nature inclusive.

⇒ *Composante 2: Renforcer la résilience dans le Karamoja*

27. Cette composante relèvera de la stratégie commune adoptée par la FAO, l'UNICEF et le PAM en faveur de la résilience, qui privilégie: i) le développement des secteurs productifs; ii) l'amélioration des services sociaux; iii) la mise en place de filets de sécurité prévisibles; et iv) l'amélioration de l'appui à la gestion des risques de catastrophe.

28. L'IPSR 200852 appuiera la mise en place d'un filet de sécurité prévisible pour les ménages le plus exposés à l'insécurité alimentaire dans le Karamoja sous forme de transferts conditionnels. Les activités 3A s'inscriront dans le programme de mise en valeur des bassins versants qui entend accroître la productivité des cultures et de l'élevage³. Les zones sujettes aux chocs et celles où le caractère complémentaire des partenaires permet d'engager une intervention multisectorielle seront retenues en priorité. Pour s'assurer que les plus vulnérables n'en soient pas exclus, le PAM élargira l'assistance conditionnelle à des activités moins contraignantes.
29. Le PAM tiendra compte de la nutrition et de la problématique hommes-femmes dans ses interventions 3A, par exemple en encourageant la culture de denrées nutritives, en s'occupant des enfants des participants et en dispensant une formation en matière d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants dans le but d'améliorer la consommation alimentaire des ménages.
30. Dans le Karamoja, les activités visant à accroître la résilience s'adresseront en particulier aux jeunes, femmes et hommes. L'IPSR 200852 comprend un volet programme de travaux publics/soutien du revenu des ménages qui développera les compétences des jeunes en matière de production et de commercialisation pour que de nouvelles perspectives d'avenir s'ouvrent à eux. En encourageant les jeunes à prendre part aux décisions dans le cadre des activités bénéficiant d'un appui du PAM, cette composante pourrait également lutter contre leur marginalisation et les aider à jouer un rôle prépondérant dans le développement de leur communauté. Le PAM étudiera les partenariats qu'il est possible d'instaurer en matière d'apprentissage de la vie pratique, en complément de ses activités.
31. Le PAM augmentera l'assistance alimentaire en période de crise alimentaire saisonnière, en ajoutant une distribution de secours en faveur des ménages ciblés pendant les périodes de famine et en reprenant le programme normal dès que la situation s'améliore. Les ménages pourront ainsi garder leurs biens et adopter des stratégies de survie positives en temps de crise. En fonction des enseignements qui seront tirés de ses programmes et de ceux de ses partenaires, le PAM utilisera davantage les transferts de type monétaire qui représenteront 25 pour cent de son assistance alimentaire d'ici à 2018.

⇒ *Composante 3: Renforcer la préparation du Gouvernement aux situations d'urgence*

32. Les activités de développement des capacités en matière de préparation aux situations d'urgence et de gestion des risques de catastrophe accroîtront la résilience dans le Karamoja et les moyens disponibles aux niveaux national et infranational. Le PAM fournira une assistance technique et des conseils en matière d'élaboration des politiques et de planification, à l'appui les activités de décentralisation de la gestion des risques de catastrophe, de la préparation aux situations d'urgence et des interventions en cas de crise que pilote le Cabinet du Premier Ministre.
33. Dans le cadre des activités en faveur de la résilience mises en œuvre dans le Karamoja, le PAM continuera d'aider les collectivités locales à actualiser et à exécuter leurs plans d'intervention d'urgence. Le modèle adopté pour le Karamoja servira dans d'autres régions de l'Ouganda, notamment pour la formation. Le PAM développera les capacités d'intervention rapide en cas de choc saisonnier dans le cadre de ses activités et de ses modalités de transfert; il améliorera notamment les systèmes d'alerte rapide, renforcera la gestion de la chaîne d'approvisionnement et harmonisera les systèmes d'information sur la

³ La conception et l'exécution du programme reposeront sur l'approche à trois niveaux suivie par le PAM.

sécurité alimentaire et la nutrition utilisés par tous les partenaires intervenant dans le Karamoja. Il accordera ce faisant une attention prioritaire à la problématique hommes-femmes et à la protection.

34. Les conseils fournis par le PAM au Gouvernement en vue d'améliorer et de développer son dispositif de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise porteront notamment sur une meilleure prise en compte de la nutrition dans le cadre des transferts effectués en situation d'urgence, l'affectation de ressources plus importantes pour renforcer les capacités de préparation et d'intervention et faire face aux imprévus aux niveaux national et infranational, et l'adoption de normes minimales pour les interventions d'assistance alimentaire.

Transfert des responsabilités

⇒ Réfugiés

35. Les réfugiés non rapatriés au bout de trois ans ne bénéficieront plus que de 50 pour cent de la ration; ceux qui restent plus de cinq ans ne bénéficieront plus de l'assistance alimentaire. Cette approche graduelle repose sur les recommandations formulées par une mission d'évaluation conjointe réalisée dans neuf zones d'installation de réfugiés. Le calendrier en est décidé au cas par cas aux termes d'un accord interinstitutions.

⇒ Renforcement de la résilience au Karamoja

36. La stratégie commune de la FAO, de l'UNICEF et du PAM en faveur de la résilience dans le Karamoja est conforme aux politiques et programmes du Gouvernement, notamment au deuxième plan de développement intégré du Karamoja et au troisième Fonds d'action sociale pour le nord de l'Ouganda⁴. Les activités 3A du PAM relèvent tout à fait du développement des infrastructures prévu au titre du plan de développement intégré du Karamoja et du Fonds d'action sociale pour le nord de l'Ouganda, et le PAM prévoit de transférer les activités concernant la résilience aux programmes gouvernementaux dès qu'ils se développent.

⇒ Préparation aux situations d'urgence

37. Le PAM développera les moyens dont dispose le Gouvernement pour faire face à la vulnérabilité aiguë au niveau national et à celui des districts, en réduisant son rôle en situation d'urgence et en augmentant son assistance technique.

BÉNÉFICIAIRES ET CIBLAGE

Réfugiés

38. La moitié des réfugiés sont des femmes et des filles, mais 75 pour cent des ménages de réfugiés installés dans les zones d'accueil du Nord et du Nil occidental sont dirigés par une femme. Le PAM fournira un appui général aux réfugiés des zones sélectionnées en fonction des besoins estimés; il prolongera notamment l'appui fourni aux personnes extrêmement vulnérables et à celles ayant des besoins particuliers. Les évaluations réalisées par le PAM dans ces zones montrent que le sexe, en particulier du chef de famille, est un facteur important de vulnérabilité.

⁴ Financé par un crédit d'investissement spécial de la Banque mondiale.

Karamoja

39. Les ménages dont le score de consommation alimentaire est faible sont en général les premiers et les plus gravement touchés par les chocs saisonniers, et sont donc jugés prioritaires. Le PAM s'en remettra à des techniques de ciblage communautaire pour identifier les personnes vulnérables capables de participer à certaines interventions 3A. Pour les activités ne prévoyant pas de travaux contraignants, il utilisera des critères de ciblage secondaires, notamment ménages dirigés par une femme, ménages dont certains membres sont handicapés, femmes enceintes et mères allaitantes ainsi que jeunes susceptibles de tirer parti d'une formation et de s'engager au sein de leur communauté. Il ciblera en priorité les ménages comprenant des adolescents et de jeunes adultes pour les activités visant à développer les compétences productives, l'emploi et la fourniture de services essentiels. L'effectif de bénéficiaires prévu pour les activités concernant la résilience a été estimé en fonction de la taille de la population exposée à l'insécurité alimentaire et des enseignements tirés de la participation volontaire à l'activité.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR ACTIVITÉ ET COMPOSANTES

Activité		2016			2017			2018		
		Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total	Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total	Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total
Assistance alimentaire générale (réfugiés)	Vivres	163 150	169 850	333 000	143 550	149 450	293 000	123 950	129 050	253 000
	Espèces	19 600	20 400	40 000	39 200	40 800	80 000	58 800	61 200	120 000
Projet (pilote) concernant les moyens d'existence	Réfugiés	6 000	6 250	12 250	6 000	6 250	12 250	6 000	6 250	12 250
	Communauté d'accueil	2 570	2 680	5 250	2 570	2 680	5 250	2 570	2 680	5 250
Supplémentation alimentaire ciblée (réfugiés)	Enfants de 6 à 23 mois	4 500	4 700	9 200	4 500	4 700	9 200	4 500	4 700	9 200
	Enfants de 24 à 59 mois	4 500	4 700	9 200	4 500	4 700	9 200	4 500	4 700	9 200
	Autres groupes d'âge	2 270	2 360	4 630	2 270	2 360	4 630	2 270	2 360	4 630
SNMI	Enfants de 6 à 23 mois	23 725	23 725	47 450	23 725	23 725	47 450	23 725	23 725	47 450
	Femmes enceintes et mères allaitantes	–	23 500	23 500	–	23 500	23 500	–	23 500	23 500
Activités 3A (Fonds d'action sociale pour le nord de l'Ouganda)	Produits alimentaires	207 400	215 900	423 300	195 900	203 900	399 800	172 850	179 900	352 750
	Espèces	23 050	24 000	47 050	34 550	36 000	70 550	57 600	60 000	117 600
TOTAL, CHEVAUCHEMENT COMPRIS		456 765	498 065	954 830	456 765	498 065	954 830	456 765	498 065	954 830
TOTAL, HORS CHEVAUCHEMENT		415 770	432 830	848 600	415 770	432 830	848 600	415 770	432 830	848 600

CONSIDÉRATIONS D'ORDRE NUTRITIONNEL, RATIONS ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE

TABLEAU 2: RATION ALIMENTAIRE/TRANSFERT PAR ACTIVITÉ (en grammes, par personne et par jour)						
	Réfugiés extrêmement vulnérables	Réfugiés (100 pour cent de la ration)	Réfugiés (50 pour cent de la ration)	Supplémentat ion alimentaire ciblée*/ supplémenat ion alimentaire généralisée**	Supplé-mentation alimentaire ciblée (femmes enceintes et mères allaitantes)/SNMI	Karamoja (travaux publics, soutien du revenu des ménages)
Maïs/sorgho en grains		400	200			300
Farine de maïs	390					
Légumes secs	70	80	40			60
Huile végétale	30	30	10		25	10
SuperCereal	50	50	50		200	
SuperCereal Plus				200		
Sucre					15	
Sel	5	5	5			
TOTAL	556,8	574,18	309,92	200	240	370
Total kcal/jour	2 116	2 122	1 111	787		
Pourcentage de kcal d'origine protéique	10,3	12,0	12,5	16,6		
Pourcentage de kcal d'origine lipidique	17,6	21,6	18,7	23,2		
Transferts de type monétaire (dollars/personne/mois)	11,8	9,18	4,92			1,31
Nombre de jours d'alimentation par an	360	360	360	360	360	126

* Pour les enfants de moins de 5 ans.

** Pour les enfants de moins de 2 ans.

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR ACTIVITÉ (en tonnes)

	Réfugiés: personnes extrêmement vulnérables/ demandeurs d'asile	Réfugiés (100 pour cent de la ration)	Réfugiés (50 pour cent de la ration)	Supplé- mentation alimentaire ciblée (enfants de moins de 5 ans)	Supplé- mentation alimentaire ciblée (femmes enceintes et mères allaitantes)	Supplé- mentation alimentaire générale (enfants de moins de 2 ans)	SNMI	Karamoja (travaux publics, soutien du revenu des ménages)	Total
Maïs/sorgho en grains	52 186	12 992	22 082	–	–	–	–	44 447	131 708
Farine de maïs	38 248	–	–	–	–	–	–	–	38 248
Légumes secs	17 302	2 598	2 217	–	–	–	–	8 889	31 007
Huile végétale	6 856	974	554	–	36	–	635	1 482	10 538
SuperCereal	11 427	1 624	2 771	–	334	–	5 078	–	21 234
SuperCereal Plus	–	–	–	982	–	5 126	–	–	6 108
Sucre	–	–	–	–	22	–	381	–	403
Sel	1 143	162	277	–	–	–	–	–	1 582
Transferts de type monétaire (en dollars)	3 440 708	20 654 474	1 660 767	–	–	–	–	6 995 682	32 751 631
TOTAL	127 162	18 352	27 902	982	392	5 126	6 093	54 818	240 828

40. Toutes les rations sont conformes aux directives nutritionnelles du PAM. La valeur du transfert de type monétaire est basée sur le coût d'un régime alimentaire nutritif disponible localement et sera actualisée en fonction des études de marchés réalisées. Dans le Karamoja, la valeur en est définie conformément au barème des salaires quotidiens prescrits par le Gouvernement et sera actualisée en liaison avec les parties prenantes, si besoin est.

MODALITÉS D'EXÉCUTION

Participation

41. Les bénéficiaires membres des comités locaux de gestion des produits alimentaires qui travaillent avec le PAM, les partenaires coopérants et d'autres parties prenantes se chargeront des distributions de produits alimentaires. La moitié au moins des postes d'encadrement sont occupés par des femmes. Le PAM étudiera avec les partenaires les possibilités d'augmentation de la participation des adolescents et des jeunes adultes à la prise des décisions et à la gestion. Un guichet est mis à la disposition des réfugiés pour faire part de leurs réclamations concernant les distributions de produits alimentaires.
42. Conformément à la politique du PAM en matière de protection humanitaire, tous les programmes garantiront la sûreté, la dignité et l'intégrité des populations concernées.
43. L'évaluation de 2014 indiquait que les activités 3A avaient amélioré l'autonomie de certaines femmes en leur permettant d'assumer des tâches habituellement réservées aux hommes. Les principaux effets directs en étaient notamment une amélioration de la sécurité alimentaire et du niveau de compétences, des bienfaits d'ordre socioéconomique et un accès amélioré aux ressources; ils étaient particulièrement évidents dans les communautés agropastorales telles que le Karamoja où les femmes se chargent de la plupart des tâches agricoles⁵.
44. Dans le cadre de l'IPSR 200852, le PAM développera l'utilisation des transferts de type monétaire car il a été constaté qu'ils favorisaient la participation des jeunes. Les activités 3A seront diversifiées de manière à englober la formation professionnelle et les activités génératrices de revenu pour les ménages non axées sur la participation à des travaux contraignants; cela incitera les ménages qui ne participent pas actuellement aux programmes à y prendre part, notamment les ménages extrêmement vulnérables sans main-d'œuvre et les personnes âgées. Le PAM continuera d'encourager les femmes et les hommes à participer en concevant des programmes tenant compte des besoins des ménages et de la garde des enfants.

Partenaires et capacités

45. Le PAM exécute son programme en collaboration avec des partenaires coopérants. Il leur dispensera une formation portant sur l'application de ses processus de comptabilité et d'information financière, le suivi de la performance et la prise en compte de la problématique hommes-femmes, leur rôle et leurs responsabilités en matière de protection des bénéficiaires et leur responsabilité envers les populations concernées. Plusieurs prestataires de services financiers et opérateurs de services de télécommunications sont capables d'exécuter des transferts de type monétaire.

⁵ OEV/2013/007.

Achats et logistique

46. Le PAM continuera de s'approvisionner sur les marchés les plus économiques. Conformément à l'initiative Achats au service du progrès, il est prévu d'acheter 10 pour cent des produits alimentaires à de petits producteurs bénéficiant d'un appui du PAM. Les denrées arrivant par la mer au port de Mombasa (Kenya) ou de Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie) et celles achetées localement sont transportées jusqu'aux points de livraison du PAM de Tororo et de Kampala par des entreprises commerciales de transport locales ou par les camions du PAM.

Modalités de transfert

47. Une étude de faisabilité réalisée en novembre 2014 par le bureau de pays a recommandé que les transferts de type monétaire soient utilisés dans le Karamoja puisque la sécurité s'était améliorée, que les habitants n'y possédaient pas grand-chose et que la dépendance à l'égard des marchés était manifeste. Selon une étude similaire de juin 2015 menée dans quatre zones d'installation de réfugiés, les conditions étaient favorables à l'utilisation des transferts de type monétaire, notamment dans les zones où des marchés étaient aisément accessibles, les problèmes de sécurité étaient minimes et des stocks de produits alimentaires étaient généralement disponibles.

48. Le PAM a déterminé quels étaient les contextes adaptés à l'introduction et au développement des transferts de type monétaire. Pour 2018, les valeurs cibles fixées sont 32 pour cent de l'assistance alimentaire mensuelle en faveur de réfugiés et 25 pour cent de l'assistance alimentaire annuelle dans le cadre de la composante visant à renforcer la résilience dans le Karamoja. La projection relative aux réfugiés a été établie sur la base des taux antérieurs de participation volontaire aux activités pilotes. Dans le Karamoja, la cible est moins élevée compte tenu du manque d'infrastructures, de la faible connectivité, des problèmes de sécurité et du manque de moyens des partenaires. Pour les bénéficiaires de transferts monétaires, l'apprentissage de quelques notions financières sera une contribution complémentaire à la formation dispensée, notamment en matière de nutrition.

SUIVI DE LA PERFORMANCE

49. Le système de suivi et d'évaluation du PAM fournit à l'équipe de pays et au Gouvernement des données utiles pour prendre les décisions et établir les rapports. Les résultats et analyses mensuels concernant la performance sont diffusés au moyen d'un bulletin mensuel. Les données concernant le suivi des effets directs sont recueillies lors des évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition réalisées une fois par an pour le programme en faveur des réfugiés et deux fois par an dans le Karamoja. Des données concernant les indicateurs de malnutrition aiguë modérée sont recueillies tous les mois.

50. Des évaluations conjointes réalisées par le PAM, le Cabinet du Premier Ministre et le HCR examinent l'adéquation de l'intervention menée en faveur des réfugiés. S'agissant des transferts monétaires, le PAM réalisera périodiquement des études portant sur les marchés et les prestataires de services.

51. Le PAM utilisera le système informatisé SCOPE pour assurer la gestion des bénéficiaires et des transferts de type monétaire. En 2015, le bureau de pays a introduit le Système d'appui à la gestion logistique pour l'aider en matière de logistique et d'exécution des programmes ainsi que l'outil de suivi et d'évaluation des bureaux de pays pour améliorer le suivi, les évaluations et les rapports.

52. Une évaluation d'opération sera prévue à la fin de l'IPSR 200852.

GESTION DES RISQUES

53. Les indicateurs d'alerte rapide sont notamment les précipitations, le rythme d'arrivée de nouveaux réfugiés, la situation prévalant en matière de sécurité dans les pays voisins et le prix des carburants et du transport. Le Gouvernement, le HCR et le PAM ont adopté des plans d'urgence communs en cas d'afflux de réfugiés, et des moyens d'intervention immédiate du PAM sont disponibles au niveau régional. Des mesures de préparation aux situations d'urgence ont été prises et sont régulièrement mises à jour au niveau du bureau de pays et des bureaux auxiliaires.
54. Pour atténuer les risques que pose l'introduction de l'assistance de type monétaire dans les zones d'installation de réfugiés, le PAM interviendra par l'intermédiaire du système bancaire et appliquera les mesures de sécurité précédemment adoptées pour les activités assorties de transferts monétaires.

Gestion des risques de sécurité

55. Le PAM évalue régulièrement les risques posés par la sécurité dans toutes les régions de l'Ouganda. Des normes minimales de sécurité opérationnelle sont en place dans tout le pays. Des évaluations spécifiques sont en outre effectuées si besoin est.
56. Dans le Karamoja, la sécurité évolue de manière positive, quelques violences mineures éclatant occasionnellement à la suite d'attaques surprises et de vols. L'utilisation d'escortes armées a été supprimée en 2014 lorsque les conditions de sécurité se sont améliorées.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires			
Céréales	169 956	63 701 704	
Légumes secs	31 007	18 694 146	
Huile et matières grasses	10 538	8 862 039	
Aliments composés et mélanges	27 342	16 971 061	
Autres	1 985	351 230	
Total, produits alimentaires	240 828	108 580 180	
Transport extérieur		7 674 319	
Transport terrestre, entreposage et manutention		26 634 882	
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		20 274 632	
Produits alimentaires et coûts connexes¹		163 164 013	163 164 013
Transferts de type monétaire		32 751 631	
Coûts connexes		1 842 238	
Transferts de type monétaire et coûts connexes		34 593 868	34 593 868
Développement et augmentation des capacités		14 464 338	14 464 338
Coûts opérationnels directs			212 222 219
Coûts d'appui directs ² (voir l'annexe I-B)			28 090 280
Total des coûts directs du projet			240 312 499
Coûts d'appui indirects (7 pour cent) ³			16 821 875
COÛT TOTAL POUR LE PAM			257 134 374

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	9 270 534
Agents des services généraux	8 810 410
Total partiel	18 080 944
Dépenses de fonctionnement et autres	
Dépenses d'équipement	1 025 173
Sécurité	137 213
Voyages et transports	3 029 855
Études préalables, évaluations et suivi ¹	780 000
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	28 090 280

¹ Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Résultats transversaux		
<p>Problématique hommes-femmes Amélioration de l'égalité entre les sexes et autonomie accrue des femmes</p>	<p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises conjointement par les femmes et les hommes</p> <p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises par les femmes</p> <p>Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des espèces, des bons ou des produits alimentaires sont prises par les hommes</p> <p>Proportion de femmes bénéficiaires exerçant des responsabilités au sein des comités de gestion de projet</p> <p>Proportion de femmes membres de comités de gestion de projet ayant reçu une formation sur les modalités de distribution de vivres, d'espèces ou de bons</p>	
<p>Partenariats Coordination des interventions d'assistance alimentaire et mise en place et maintien de partenariats</p>	<p>Proportion des activités du projet exécutées avec la participation de partenaires complémentaires</p> <p>Nombre d'organisations partenaires fournissant des intrants et des services complémentaires</p> <p>Montant des fonds complémentaires alloués au projet par des partenaires (y compris des ONG, la société civile, des organisations du secteur privé, des institutions financières internationales et des banques régionales de développement)</p>	
<p>Protection et responsabilité à l'égard des populations touchées Fourniture et utilisation de l'assistance du PAM dans des conditions satisfaisantes en termes de sécurité, de transparence et de respect de la dignité</p>	<p>Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, comment faire une réclamation)</p> <p>Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance qui ne rencontrent pas de problèmes de sécurité sur les sites des programmes du PAM ou sur le trajet emprunté pour s'y rendre ou en revenir</p>	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 1: Sauver des vies et préserver les moyens d'existence dans les situations d'urgence		
Effet direct 1.1 Aptitude des institutions nationales, des entités régionales et des organismes humanitaires à se préparer aux situations d'urgence, à les évaluer et à y faire face	Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention	Le contexte politique est favorable.
Effet direct 1.2 Stabilisation ou réduction de la dénutrition chez les enfants âgés de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes	Proportion de la population ciblée qui participe à un nombre suffisant de distributions Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération (en %) Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité (en %) Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement (en %) Traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement (en %) Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)	Le contexte politique est favorable.
Effet direct 1.3 Stabilisation ou amélioration de la consommation alimentaire des ménages et/ou des individus ciblés au cours de la période d'assistance	Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire insuffisant Score de diversité alimentaire Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par un homme) Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par une femme) Indice des stratégies de survie (alimentation: moyenne)	Le contexte politique est favorable.
Produit 1.1 Capacité de gestion des situations d'urgence mise en place et/ou soutenue	Nombre d'activités d'assistance technique organisées, par type Nombre de personnes formées, par sexe et type de formation	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 1.2 Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Montant total des transferts monétaires en faveur des bénéficiaires ciblés, par sexe et catégorie de bénéficiaires, en pourcentage du montant prévu</p> <p>Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Nombre d'institutions bénéficiant d'une assistance (par exemple écoles, dispensaires), en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p>	
<p>Produit 1.3 Messages et conseils sur les aliments nutritifs spéciaux et les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants efficacement diffusés</p>	<p>Proportion de femmes/d'hommes recevant des conseils sur la nutrition fournis avec l'appui du PAM, par rapport à la proportion prévue</p> <p>Proportion d'aidants familiaux ciblés (hommes et femmes) ayant reçu 3 messages clés diffusés grâce aux informations et aux conseils du PAM</p> <p>Proportion de bénéficiaires (femmes/hommes) ayant pris connaissance de messages sur la nutrition diffusés avec l'appui du PAM, par rapport à la proportion prévue</p>	
Objectif stratégique 2: Soutenir ou rétablir la sécurité alimentaire et la nutrition et créer ou reconstituer les moyens d'existence dans des milieux fragiles et à la suite de situations d'urgence		
<p>Effet direct 2.1 Amélioration de l'accès aux avoirs et aux services de base, y compris les infrastructures communautaires et commerciales</p>	<p>Score relatif aux avoirs des communautés: pourcentage de ménages ayant un score en hausse (moyenne)</p> <p>Score relatif aux avoirs des communautés: pourcentage de communautés ayant un score en hausse</p>	Le contexte politique et les conditions de sécurité sont favorables dans le pays et dans les pays voisins.
<p>Effet direct 2.2 Obtention ou maintien pendant la période couverte par l'assistance d'une consommation alimentaire adéquate parmi les ménages ciblés</p>	<p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Score de diversité alimentaire</p>	Le contexte politique est favorable.



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
	<p>Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par un homme)</p> <p>Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par une femme)</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire limite</p>	
<p>Produit 2.1</p> <p>Avoirs communautaires ou avoires utiles à la subsistance créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées</p>	<p>Nombre d'avoirs créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblées, par type et unité de mesure</p>	
<p>Produit 2.2</p> <p>Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Montant total des transferts monétaires en faveur des bénéficiaires ciblés, par sexe et catégorie de bénéficiaires, en pourcentage du montant prévu</p> <p>Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p>	
<p>Produit 2.3</p> <p>Messages et conseils sur les aliments nutritifs spéciaux et les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants efficacement diffusés</p>	<p>Proportion de femmes/d'hommes recevant des conseils sur la nutrition fournis avec l'appui du PAM, par rapport à la proportion prévue</p> <p>Proportion d'aidants familiaux ciblés (hommes et femmes) ayant reçu 3 messages clés diffusés grâce aux informations et aux conseils du PAM</p> <p>Proportion de bénéficiaires (femmes/hommes) ayant pris connaissance de messages sur la nutrition diffusés avec l'appui du PAM, par rapport à la proportion prévue</p>	
<p>Produit 2.4</p> <p>Formations offertes aux organisations paysannes et individuellement</p>	<p>Nombre d'organisations paysannes ayant bénéficié d'une formation sur l'accès aux marchés et les traitements après récolte</p>	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

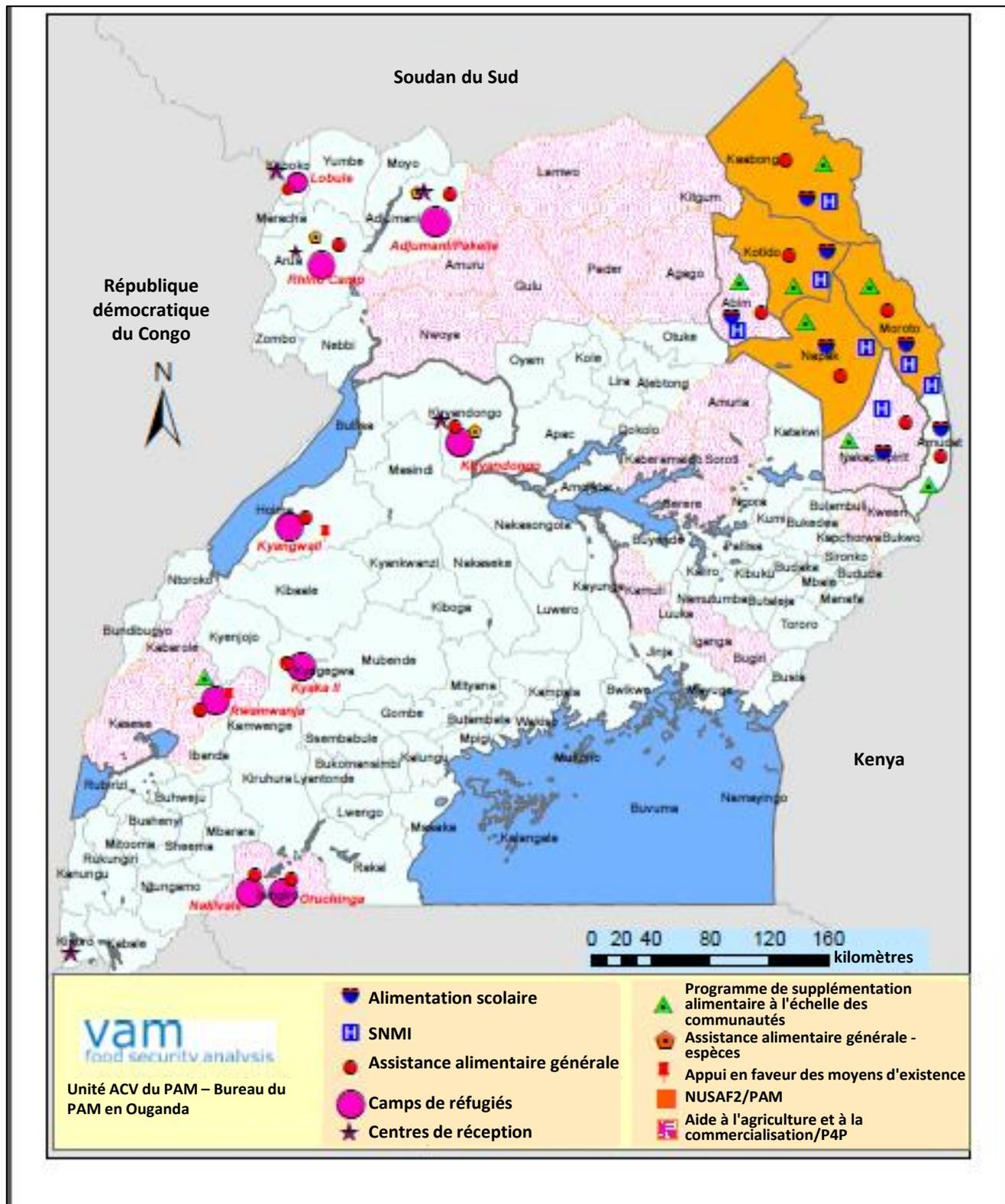
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
Objectif stratégique 3: Réduire les risques et mettre les personnes, les communautés et les pays à même de couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels		
<p>Effet direct 3.1 Renforcement de la résilience et réduction des risques de catastrophe et de choc auxquels sont exposés les communautés et les ménages ciblés en situation d'insécurité alimentaire, résultant notamment de l'amélioration de l'accès aux avoirs nécessaires à la subsistance</p>	<p>Score relatif aux avoirs des communautés: pourcentage de communautés ayant un score en hausse</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par un homme) ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Indice des stratégies de survie (alimentation): moyenne</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages (dirigés par une femme) ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire limite</p> <p>Score de consommation alimentaire: pourcentage de ménages ayant un score de consommation alimentaire insuffisant</p> <p>Score relatif aux avoirs des communautés: pourcentage de ménages ayant un score en hausse (moyenne)</p> <p>Score de diversité alimentaire</p> <p>Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par une femme)</p> <p>Score de diversité alimentaire (ménages dirigés par un homme)</p> <p>Indice des stratégies de survie (épuiement des avoirs): pourcentage de ménages dirigés par une femme ayant recours à des stratégies de survie en situation d'urgence ou de crise</p> <p>Indice des stratégies de survie (épuiement des avoirs): pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie en situation d'urgence ou de crise</p> <p>Indice des stratégies de survie (épuiement des avoirs): pourcentage de ménages dirigés par un homme ayant recours à des stratégies de survie en situation d'urgence ou de crise</p>	<p>Le contexte politique et les conditions de sécurité sont favorables dans le pays et dans les pays voisins.</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses
<p>Produit 3.1 Distributions de produits alimentaires, de produits nutritionnels et d'articles non alimentaires de qualité et transferts d'espèces et de bons effectués en quantité suffisante et en temps voulu au profit des bénéficiaires ciblés</p>	<p>Montant total des transferts monétaires en faveur des bénéficiaires ciblés, par sexe et catégorie de bénéficiaires, en pourcentage du montant prévu</p> <p>Nombre de femmes, d'hommes, de garçons et de filles recevant une assistance alimentaire par activité, catégorie de bénéficiaires, sexe, denrée, article non alimentaire, transferts monétaires et bons, en pourcentage du nombre prévu</p> <p>Quantité d'assistance alimentaire distribuée, par type, en pourcentage de la quantité prévue</p>	
<p>Produit 3.2 Avoirs communautaires ou avoirs utiles à la subsistance créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblés</p>	<p>Nombre d'avoirs créés, remis en état ou entretenus par les ménages et les communautés ciblés, par type et unité de mesure</p>	
<p>Produit 3.3 Formations offertes à des groupes de bénéficiaires</p>	<p>Nombre de personnes formées, par sexe et type de formation</p>	

ANNEXE III

Interventions dans le cadre de l'IPSR et du programme de pays



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
NUSAF	Fonds d'action sociale pour le nord de l'Ouganda
SNMI	santé et nutrition maternelles et infantiles
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance